

Art. 2. Le ministre flamand ayant la mobilité et les travaux publics dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juin 2021.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

La Ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics,
L. PEETERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/21393]

1^{er} JUILLET 2021. — Décret organisant une coordination et un renforcement des actions de la Communauté française en faveur d'une transition écologique

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — Objectifs et définitions

Article 1^{er}. § 1^{er}. La Communauté française intègre la nécessité d'une transition écologique dans chacune de ses compétences, la concrétise au sein de sa gestion quotidienne et de celle de ses organismes et l'encourage dans les institutions qu'elle subventionne.

§ 2. La transition écologique visée au § 1^{er} est définie comme un ensemble de principes et de pratiques adoptés dans le but d'évoluer vers un modèle de société plus écologique permettant d'atteindre les objectifs visés à l'article 2.

§ 3. Les organismes visés au § 1^{er} sont le Ministère de la Communauté française, les organismes publics de type A et B visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et relevant de la Communauté française, ainsi que les personnes morales relevant directement de la Communauté française et reprises ci-après :

a) la RTBF visée par le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française ;

b) le Conseil supérieur de l'Audiovisuel visé par le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos (CSA) ;

c) le Centre hospitalier universitaire de Liège visé par l'arrêté royal n° 542 du 31 mars 1987 portant l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'Etat à Liège et à Gand ;

d) le Fonds d'investissement dans les entreprises culturelles, " organisme désigné » au sens de l'article 48 du décret-programme du 18 décembre 2013 portant diverses mesures relatives aux Fonds budgétaires figurant au Budget général des dépenses de la Communauté française, à la Culture, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale, à l'Agence d'évaluation de la qualité de l'Enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, aux Bâtiments scolaires et à la Recherche ;

e) le Fonds de la Recherche scientifique visé par le décret du 17 juillet 2013 relative au financement de la recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique ;

f) Wallonie-Bruxelles Enseignement visé par le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française.

§ 4. Les institutions subventionnées par la Communauté française visées au § 1^{er} sont les bénéficiaires, définis à l'article 1^{er}, 4°, du décret du 18 janvier 2018 visant l'établissement d'un cadastre des subventions en Communauté française, d'une subvention, définie à l'article 1^{er}, 3°, du même décret, accordée directement ou indirectement par une entité, définie à l'article 1^{er}, 1°, du même décret. Sont également visés les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement subventionnés, en ce compris les établissements d'enseignement supérieur visés aux articles 10 à 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, et les sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires visés à l'article 2 du décret du 5 juillet 1993 portant création de six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics.

Art. 2. La Communauté française contribue à l'atteinte des objectifs globaux suivants :

1° la neutralité carbone au plus tard en 2050 ;

2° la réduction d'au moins 55% des émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990 ;

3° l'adoption de mesures d'adaptation durable nécessaires pour réduire le plus possible les risques du changement climatique pour l'homme et la biodiversité.

CHAPITRE II. — Plan transversal de transition écologique

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement élabore et adopte, au plus tard un an après l'élection de ses membres par le Parlement, un plan transversal coordonnant et renforçant les actions de la Communauté française en faveur d'une transition écologique, en abrégé « le plan transversal de transition écologique » et ci-après dénommé « le plan ».

Le plan doit permettre à la Communauté française, dans la limite notamment des crédits disponibles, de contribuer à l'atteinte des objectifs globaux visés à l'article 2.

Le plan prend également en considération les objectifs de la Convention sur la diversité biologique et ses annexes I et II, faites à Rio de Janeiro, le 5 juin 1992, auxquelles il a été porté assentiment par le décret du 27 mars 1995 et de l'Accord de Paris, adopté à Paris, le 12 décembre 2015, auquel il a été porté assentiment par le décret du 23 février 2017.

Le plan prend également en considération les directives, règlements et décisions de l'Union européenne adoptés en exécution des obligations de droit international précitées.

Le plan prend également en considération les demandes de la résolution interparlementaire sur la politique climatique de la Belgique adoptée par le Parlement de la Communauté française, le 28 novembre 2018.

Le plan prend enfin en considération les synergies, complémentarités et convergences potentielles avec les actions menées par les Gouvernements fédéral, de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Le plan reprend les mesures et actions spécifiques à adopter et à mettre en œuvre pour une durée de cinq ans pour chacune des compétences de la Communauté française ainsi que les indicateurs de réalisation et d'impact qui y correspondent.

Le plan identifie les mesures et actions qui sont mises en œuvre et planifiées par les organismes visés à l'article 1^{er}, § 3, et par les institutions subventionnées par la Communauté française visées à l'article 1^{er}, § 4.

Le cas échéant, les mesures et actions sont intégrées dans le contrat d'administration et les contrats de gestion des organismes visés à l'article 1^{er}, § 3.

§ 3. Le Gouvernement élabore le plan en concertation avec les associations menant des actions en matière de transition écologique qu'il détermine.

Le Gouvernement demande l'avis des organes consultatifs, et des organismes visés à l'article 1^{er}, § 3.

Par dérogation aux délais prescrits dans les décrets qui les concernent, les organes consultatifs et les organismes visés à l'article 1^{er}, § 3, rendent leur avis dans un délai de deux mois. A défaut, leur avis est réputé favorable.

Préalablement à l'adoption définitive du plan, le Gouvernement demande l'avis du Comité visé à l'article 5 et le prend en compte. A défaut, le Gouvernement justifie les raisons de la non-prise en compte de cet avis lors de la réunion suivante dudit Comité.

§ 4. Le Gouvernement communique le plan au Parlement, aux Gouvernements fédéral, de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale et aux diverses instances en charge de la transition écologique et responsables des rapports nationaux ou internationaux.

Le Gouvernement fait publier le plan sur le site web institutionnel de la Communauté française.

§ 5. Le Gouvernement peut octroyer des subventions permettant de mettre en œuvre les mesures et actions reprises dans le plan.

Le Gouvernement peut lancer des appels à projets visant des initiatives permettant de mettre en œuvre les mesures et actions reprises dans le plan.

Art. 4. Le Comité visé à l'article 5 est chargé du suivi de la mise en œuvre et de l'impact du plan. Seuls ses membres visés à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10°, sont habilités à prendre part à l'analyse de l'impact.

Le Comité visé à l'article 5 établit un rapport de suivi et d'impact intermédiaire entre dix-huit et vingt-quatre mois après l'adoption du plan par le Gouvernement. Il communique ce rapport intermédiaire au Gouvernement qui l'approuve et concomitamment au Parlement.

Le Gouvernement peut communiquer ses commentaires sur le rapport de suivi et d'impact intermédiaire au Parlement.

Le Comité visé à l'article 5 établit un rapport de suivi et d'impact final au plus tard cinq ans après l'adoption du plan par le Gouvernement. Il communique ce rapport final au Gouvernement qui l'approuve et concomitamment au Parlement.

Le Gouvernement fait publier chaque rapport de suivi et d'impact intermédiaire ou final sur le site web institutionnel de la Communauté française.

CHAPITRE III. — *Comité de coordination et de suivi de la politique de transition écologique*

Art. 5. Est créé un Comité de coordination et de suivi de la politique de transition écologique, ci-avant et ci-après dénommé « le Comité », dont les membres sont désignés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans.

Art. 6. Le Comité a pour missions de :

1° sur proposition des membres du Comité visés à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10°, estimer une trajectoire pluriannuelle réaliste permettant de contribuer à atteindre les objectifs visés à l'article 2 sur base des mesures et actions reprises dans le plan ;

2° coordonner et effectuer un suivi de la mise en œuvre des mesures et actions reprises dans le plan ;

3° veiller à une articulation cohérente avec les politiques européennes, fédérales et régionales ;

4° évaluer l'efficacité de chacune des mesures et actions mises en œuvre à l'aide des indicateurs de réalisation et d'impact visés à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, et proposer des améliorations le cas échéant ;

5° au regard de l'évaluation réalisée au 4°, réévaluer la trajectoire estimée au 1° ou proposer des mesures correctrices ;

6° proposer le cas échéant au Gouvernement l'adoption de mesures correctrices ;

7° rendre un avis sur le projet de plan préalablement à son adoption définitive par le Gouvernement ;

8° établir et communiquer les rapports de suivi et d'impact intermédiaire et final dans le cadre de la mission de suivi du plan visée par l'article 4 ;

9° rendre un avis, d'initiative ou sur demande du Gouvernement, sur les projets de décret ou d'arrêté en lien avec la politique de transition écologique. L'avis est rendu dans un délai de trois mois.

Art. 7. § 1^{er}. Le Comité doit être composé :

1° des membres du Gouvernement ou de leurs représentants respectifs ;

2° de dix représentants du Ministère de la Communauté française : cinq représentants du Secrétariat général et un représentant par Administration générale suivante : Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre communautaire pour mineurs dessaisis, Administration générale de la Culture, Administration générale de l'Enseignement, Administration générale des Maisons de Justice, Administration générale du Sport ;

3° d'un représentant de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) ;

4° d'un représentant du Conseil supérieur de la Culture ;

5° d'un représentant de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) ;

6° d'un représentant de la RTBF ;

7° d'un représentant de Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE) ;

8° d'un représentant de Wallonie-Bruxelles International (WBI) ;

9° de trois membres de moins de 35 ans désignés par la Commission consultative des organisations de jeunesse, par la Commission consultative des maisons et centres de jeunes et par le Forum des Jeunes ;

10° de neuf experts offrant toutes les garanties d'indépendance et de compétence scientifique et ayant démontré une expertise particulière en matière de transition écologique de manière à ce que soient présentes les disciplines ou matières suivantes :

a) la science du changement climatique, les risques climatiques et l'adaptation à ces risques ;

b) la biodiversité et les services écosystémiques ;

c) les aspects sociaux du changement climatique ;

d) la psychologie sociale et la représentation sociale du changement climatique ;

e) la communication et les techniques de sensibilisation ;

f) la politique internationale, européenne et interne du climat ;

g) les échanges de quotas d'émission et les mécanismes de l'Accord de Paris ;

h) l'architecture et les économies d'énergie ;

i) l'éducation relative à l'environnement.

Les représentants visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, sont en plus en charge de la mise en œuvre du plan au sein de leur institution.

Les experts visés à l'alinéa 1^{er}, 10°, sont désignés après un appel public aux candidatures lancé par les services du Gouvernement. Ils doivent justifier leur expertise et leur expérience dans l'une des disciplines ou matières visés à l'alinéa 1^{er}, 10°, a) à h), ainsi que leur motivation à siéger au sein du Comité. Ils indiquent la qualité en vertu de laquelle ils présentent leur candidature et démontrent leur indépendance.

La qualité de membre du Comité est incompatible avec l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la Constitution, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations.

La présidence du Comité est assurée par le membre du Gouvernement le plus haut en rang et, à défaut, par son représentant. Le Comité désigne en son sein deux vice-présidents parmi les membres du Comité visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 10°.

Le secrétariat du Comité est assuré par le Ministère de la Communauté française.

§ 2. Le Gouvernement établit une liste de réserve composée d'un suppléant pour chaque membre du Comité. Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif et, le cas échéant, achève le mandat du membre effectif démissionnaire.

§ 3. Le membre du Comité qui cesse d'exercer ses fonctions avant l'expiration de son mandat ou qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire.

Le membre du Comité qui, sans justification, est absent annuellement à plus de la moitié des réunions du Comité est également réputé démissionnaire.

Le membre du Comité démissionnaire est remplacé par son suppléant et, à défaut, par une personne ayant la même qualité que le membre du Comité démissionnaire pour poursuivre le mandat.

§ 4. Le Comité peut inviter toute personne susceptible d'apporter un complément d'information sur un ou plusieurs points précis de l'ordre de jour.

§ 5. Les membres du Comité visés à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10°, reçoivent un jeton de présence de 100 euros par réunion.

Les membres du Comité visés à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10°, bénéficient d'une indemnité pour les frais de parcours entre leur domicile et le lieu de réunion. Cette indemnité est allouée conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française. Le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un billet de chemin de fer en deuxième classe.

Art. 8. § 1^{er}. Le Comité se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président. La convocation contient l'ordre du jour.

§ 2. Le Comité ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée conformément aux dispositions prévues dans son règlement d'ordre intérieur.

§ 3. En l'absence du quorum requis, le Comité est tenu d'organiser une nouvelle réunion dans le mois et au minimum 48 heures après la tenue de la réunion précédente.

Au cours de cette nouvelle réunion, le Comité délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

§ 4. Le Comité rend ses avis au consensus ou, à défaut, à la majorité simple des membres présents ou représentés.

§ 5. Dans le cadre de la mission de suivi du plan visée par l'article 4, seuls les membres visés à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10°, délibèrent conformément aux dispositions prévues dans son règlement d'ordre intérieur.

Art. 9. Le Comité élabore un règlement d'ordre intérieur et le communique au Gouvernement qui l'approuve. Le règlement d'ordre intérieur comporte au minimum les éléments suivants :

1° le rôle de la présidence ;

2° le rôle du secrétariat ;

3° la méthodologie de travail ;

4° les modalités de délibération dans le cadre de la mission de suivi du plan visée par l'article 4.

5° le nombre minimal de réunions annuelles, celui-ci ne pouvant être inférieur à deux par an ;

6° les règles prévues en matière de procuration à un autre membre, étant entendu que chaque membre ne peut être porteur de plus d'une procuration ;

7° l'obligation de rédiger un procès-verbal des débats tenus et conclusions au cours de chaque réunion ;

8° les règles de déontologie comprenant des dispositions relatives aux conflits d'intérêts personnel ou fonctionnel.

Art. 10. Le Comité communique au Gouvernement un rapport d'activités annuel reprenant notamment l'état de mise en œuvre de chaque action et mesure reprise dans le plan.

Le Comité fait publier chaque rapport d'activités annuel sur le site web institutionnel de la Communauté française.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 11. Par dérogation à l'article 3, § 1^{er}, le Gouvernement élabore et adopte, au plus tard deux ans après l'élection de ses membres par le Parlement, le premier plan.

Art. 12. Par dérogation à l'article 4, alinéa 2, le Comité établit le rapport de suivi et d'impact intermédiaire du premier plan au plus tard deux ans après l'adoption dudit plan par le Gouvernement.

Art. 13. Par dérogation à l'article 4, alinéa 4, le Comité établit le rapport de suivi et d'impact final du premier plan au plus tard un an après l'élection de nouveaux membres du Gouvernement par le Parlement consécutive à une nouvelle installation du Parlement.

Art. 14. Par dérogation à l'article 5, le Gouvernement institue le premier Comité pour une durée limitée au 31 décembre 2025.

Art. 15. Par dérogation à l'article 6, 7°, le Comité ne rend pas d'avis sur le projet de premier plan.

Art. 16. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} juillet 2021.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

Session 2020-2021

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 256-1. - Texte adopté en séance plénière, n° 256-2

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 30 juin 2021.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/21393]

1 JULI 2021. — Decreet houdende organisatie van een coördinatie en een versterking van acties van de Franse Gemeenschap ten gunste van een ecologische transitie

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Doelstellingen en definities

Artikel 1. § 1. De Franse Gemeenschap integreert de noodzaak van een ecologische transitie in elk van haar bevoegdheden, concretiseert deze in haar dagelijks beheer en dat van haar organisaties en stimuleert deze in de instellingen die zij subsidieert.

§ 2. De ecologische transitie bedoeld in § 1 wordt omschreven als een geheel van principes en praktijken aangenomen met als doel te evolueren naar een meer ecologisch model van de samenleving waarbij de doelstellingen bedoeld in artikel 2 bereikt kunnen worden.

§ 3. De instellingen bedoeld in § 1 zijn het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de openbare instellingen van type A en B bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, alsook de rechtspersonen die rechtstreeks onder de Franse Gemeenschap ressorteren en die hierna volgen :

a) de RTBF bedoeld in het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de " Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) " ;

b) de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector bedoeld in het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten (CSA) ;

c) het " Centre hospitalier universitaire de Liège " bedoeld in het koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de rijksuniversitaire ziekenhuizen, van Gent en Luik;

d) het “ Fonds d’investissement dans les entreprises culturelles ”, “ aangewezen instelling » in de zin van artikel 48 van het programmadecreet van 18 december 2013 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, cultuur, leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, het agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hoger onderwijs, de schoolgebouwen en onderzoek;

e) het “ Fonds de la Recherche scientifique ” bedoeld in het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het Fonds national de la Recherche scientifique ;

f) Wallonie-Bruxelles Enseignement bedoeld in het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

§ 4. De instellingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap bedoeld in § 1 zijn de begunstigden, bepaald in artikel 1, 4°, van het decreet van 18 januari 2018 betreffende de organisatie van een database en een verslag betreffende de subsidies in de Franse Gemeenschap, van een subsidie, bepaald in artikel 3, 3°, van hetzelfde decreet die rechtstreeks of onrechtstreeks toegekend wordt door een entiteit bepaald in artikel 1, 1°, van hetzelfde decreet.

Vallen ook hieronder de inrichtende machten van de gesubsidieerde onderwijsinstellingen met inbegrip van de instellingen van hoger onderwijs bedoeld in de artikelen 10 tot 12 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, en de overheidsbedrijven voor de administratie van schoolgebouwen bedoeld in artikel 2 van het decreet van 5 juli 1993 houdende oprichting van zes publiekrechtelijke maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs.

Art. 2. De Franse Gemeenschap draagt bij tot het bereiken van de volgende algemene doelstellingen:

1° de koolstofneutraliteit ten laatste in 2050 ;

2° de vermindering van ten minste 55% van de emissies van broeikasgassen in 2030 ten opzichte van 1990 ;

3° de aanneming van duurzame aanpassingsmaatregelen die nodig zijn om de risico’s van klimaatverandering voor de mens en de biodiversiteit tot een minimum te beperken;

HOOFDSTUK II. — *Transversaal plan voor ecologische transitie*

Art. 3. § 1. De regering ontwikkelt en keurt uiterlijk een jaar na de verkiezing van haar leden door het Parlement een transversaal plan goed dat de acties van de Franse Gemeenschap ten gunste van een ecologische transitie coördineert en versterkt, afgekort “het transversaal plan voor de ecologische transitie” en hierna “het plan” genoemd.

Het plan moet de Franse Gemeenschap in staat stellen om, binnen de perken van de beschikbare middelen, bij te dragen tot de verwezenlijking van de algemene doelstellingen bedoeld in artikel 2.

Het plan houdt ook rekening met de doelstellingen van het Verdrag inzake biologische diversiteit en de bijlagen I en II, gedaan te Rio de Janeiro, op 5 juni 1992, waarmee ingestemd werd bij het decreet van 27 maart 1995 en van het Akkoord van Parijs, aangenomen te Parijs, op 12 december 2015 waarmee ingestemd werd bij het decreet van 23 februari 2017.

Het plan houdt ook rekening met de richtlijnen, verordeningen en beslissingen van de Europese Unie die aangenomen worden ter uitvoering van de bovenvermelde internationale rechtelijke verplichtingen.

Het plan houdt ook rekening met de eisen van de interparlementaire resolutie over het Belgische klimaatbeleid, aangenomen door het Parlement van de Franse Gemeenschap op 28 november 2018.

Ten slotte houdt het plan rekening met de potentiële synergieën, complementariteit en convergenties met de acties van de regeringen van de federale overheid, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 2. Het plan beschrijft de specifieke maatregelen en acties die moeten worden aangenomen en uitgevoerd voor een periode van vijf jaar voor elk van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap, evenals de bijbehorende prestatie- en impactindicatoren.

Het plan identificeert de maatregelen en acties die worden uitgevoerd en gepland door de instellingen bedoeld in artikel 1, 3, en door de instellingen die worden gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 1, § 4.

In voorkomend geval worden de maatregelen en acties opgenomen in de bestuursovereenkomst en de beheersovereenkomsten van de instellingen bedoeld in artikel 1, § 3.

§ 3. De regering ontwikkelt het plan in overleg met de verenigingen die acties voeren op het gebied van de ecologische transitie die zij vaststelt.

De regering vraagt het advies van de adviesorganen en van de instellingen bedoeld in artikel 1, § 3.

In afwijking van de termijnen voorgeschreven in de decreten die hen betreffen, brengen de adviesorganen en instellingen bedoeld in artikel 1, § 3, hun advies uit binnen de twee maanden. Bij gebreke daarvan wordt hun advies als gunstig beschouwd.

Alvorens het plan definitief aan te nemen, vraagt de regering het advies van het Comité bedoeld in artikel 5 en houdt daarmee rekening. Bij gebreke daarvan rechtvaardigt de regering de redenen om dit advies niet in aanmerking te nemen op de volgende vergadering van genoemd Comité.

§ 4. De regering deelt het plan mee aan het Parlement, aan de regeringen van de federale overheid, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan de verschillende instanties die belast zijn met ecologische transitie en die verantwoordelijk zijn voor nationale of internationale verslagen.

De regering publiceert het plan op de institutionele website van de Franse Gemeenschap.

§ 5. De regering kan subsidies toekennen om de in het plan opgenomen maatregelen en acties uit te voeren.

De regering kan oproepen tot projecten lanceren die gericht zijn op initiatieven die de uitvoering van de in het plan opgenomen maatregelen en acties mogelijk maken.

Art. 4. Het Comité bedoeld in artikel 5 is belast met de opvolging van de uitvoering en van het effect van het plan. Enkel zijn leden bedoeld in artikel 7, § 1, eerste lid, 10°, mogen deelnemen aan de impactanalyse.

Het Comité bedoeld in artikel 5 stelt tussen achttien en vierentwintig maanden na aanneming van het plan door de regering een tussentijds opvolgings- en effectrapport op. Het deelt dit tussentijds rapport mee aan de regering, die het goedkeurt, en gelijktijdig aan het Parlement.

De regering kan haar commentaren over het tussentijds opvolgings- en effectrapport aan het Parlement meedelen.

Het Comité bedoeld in artikel 5 stelt uiterlijk vijf jaar na goedkeuring van het plan door de regering een definitief opvolgings- en effectrapport op. Het deelt dit eindrapport mee aan de regering die het goedkeurt, en gelijktijdig aan het Parlement.

De regering publiceert elk tussentijds of definitief opvolgings- of effectrapport op de institutionele website van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK III. — *Coördinatie- en opvolgingscomité van het beleid inzake ecologische transitie*

Art. 5. Er wordt een coördinatie- en opvolgingscomité van het beleid inzake ecologische transitie opgericht, hiervoor en hierna "het Comité" genoemd, waarvan de leden door de regering voor een periode van vijf jaar worden aangesteld.

Art. 6. Het Comité heeft als opdrachten :

1° op voorstel van de leden van het Comité bedoeld in artikel 7, § 1, eerste lid, 10°, een realistisch meerjarig traject te ramen dat het mogelijk maakt bij te dragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen bedoeld in artikel 2 op basis van de maatregelen en acties opgenomen in het plan;

2° een opvolging van de uitvoering van de maatregelen en acties opgenomen in het plan te coördineren en te verwezenlijken ;

3° te zorgen voor een coherente articulatie met het Europese, federale en regionale beleid ;

4° de doeltreffendheid te beoordelen van elk van de uitgevoerde maatregelen en acties aan de hand van de prestatie- en impactindicatoren bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, en waar nodig verbeteringen voor te stellen;

5° met het oog op de evaluatie uitgevoerd in 4°, het in 1° ingeschatte traject opnieuw te beoordelen of corrigerende maatregelen voor te stellen;

6° in voorkomend geval de aanneming van corrigerende maatregelen aan de Regering voor te stellen ;

7° een advies uit te brengen over het ontwerp van plan voordat het definitief door de regering wordt aangenomen ;

8° de tussentijdse en definitieve opvolgings- en effectrapporten op te stellen en mee te delen in het kader van de opvolgingsopdracht van het plan bedoeld in artikel 4 ;

9° een advies, op eigen initiatief of op aanvraag van de regering, uit te brengen over de ontwerpen van decreet of besluit in verband met het beleid van de ecologische transitie. Het advies wordt binnen een termijn van drie maanden uitgebracht.

Art. 7. § 1. Het Comité moet samengesteld worden uit :

1° de leden van de regering of uit haar respectieve vertegenwoordigers ;

2° tien vertegenwoordigers van het Ministerie van de Franse Gemeenschap : vijf vertegenwoordigers van het Secretariaat-generaal en één vertegenwoordiger van de volgende Algemene Administratie : Algemene Administratie Hulpverlening aan de jeugd en het Gemeenschapscentrum voor uithandengegeven minderjarigen, Algemene Administratie voor Cultuur, Algemene voor het Onderwijs, Algemene Administratie voor Justitiehuisen, Algemene Administratie voor Sport ;

3° een vertegenwoordiger van de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs (ARES) ;

4° een vertegenwoordiger van de Hoge Raad voor Cultuur ;

5° een vertegenwoordiger van de " Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) » ;

6° een vertegenwoordiger van de RTBF ;

7° een vertegenwoordiger van Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE) ;

8° een vertegenwoordiger van Wallonie-Bruxelles International (WBI) ;

9° drie leden jonger dan 35 jaar aangesteld door de Adviescommissie voor jeugdorganisaties, door de Adviescommissie voor jongerenhuizen en -centra en door het Forum voor jongeren ;

10° negen deskundigen die alle garanties bieden voor onafhankelijkheid en wetenschappelijke competentie en die bijzondere deskundigheid hebben aangetoond in ecologische transitie, zodat de volgende disciplines of onderwerpen aanwezig zijn :

a) de wetenschap van klimaatverandering, klimaatrisico's en aanpassing aan die risico's;

b) biodiversiteit en ecosysteemdiensten ;

c) sociale aspecten van klimaatverandering ;

d) sociale psychologie en de sociale vertegenwoordiging van klimaatverandering;

e) de communicatie en de bewustmakingstechnieken ;

f) internationaal, Europees en intern klimaatbeleid ;

g) een regeling voor de handel in de emissie en de mechanismen van het Akkoord van Parijs ;

h) architectuur en energiebesparing ;

i) opvoeding inzake het milieu.

De vertegenwoordigers bedoeld in het eerste lid, 2°, zijn ook verantwoordelijk voor de uitvoering van het plan binnen hun instelling.

De deskundigen bedoeld in het eerste lid, 10°, worden aangesteld na een openbare oproep tot kandidaten die door de diensten van de regering wordt gelanceerd. Zij moeten hun deskundigheid en ervaring in één van de disciplines of vakken, bedoeld in het eerste lid, 10°, a) tot h), alsook hun motivatie om te zetelen in het Comité verantwoorden. Ze geven aan op welke hoedanigheid ze hun kandidatuur voorstellen en hun onafhankelijkheid tonen.

De hoedanigheid van lid van het Comité is onverenigbaar met het lidmaatschap van een instelling die de beginselen van democratie niet naleeft, zoals uiteengezet door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de Grondwet, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie.

Het voorzitterschap van het Comité wordt waargenomen door het lid van de regering met de hoogste rang en, bij gebreke daarvan, door zijn vertegenwoordiger. Het Comité benoemt twee ondervoorzitters onder de leden van het Comité bedoeld in het eerste lid, 2° en 10°.

Het secretariaat van het Comité wordt door het Ministerie van de Franse Gemeenschap waargenomen.

§ 2. De regering stelt een reservelijst op die samengesteld is uit een plaatsvervanger voor elk lid van het Comité. Het plaatsvervangend lid heeft zitting bij afwezigheid van het werkende lid en voleindigt, in voorkomend geval, het mandaat van het aftredende werkende lid.

§ 3. Het lid van het Comité dat zijn functie neerlegt vóór het verstrijken van zijn mandaat of dat de hoedanigheid verliest op grond waarvan hij benoemd werd, wordt geacht ontslag te hebben genomen.

Het lid van het Comité dat jaarlijks zonder redenen afwezig is bij meer dan de helft van de vergaderingen van het Comité wordt geacht ontslag te hebben genomen.

Het aftredende lid van het Comité wordt vervangen door zijn plaatsvervanger en bij gebreke daarvan door een persoon met dezelfde hoedanigheid als het aftredende lid van het Comité om het mandaat voort te zetten.

§ 4. Het Comité kan elke persoon uitnodigen die bijkomende informatie kan verstrekken over een of meer specifieke punten van de agenda.

§ 5. De leden van het Comité bedoeld in artikel 7, § 1, eerste lid, 10°, ontvangen presentiegelden van 100 euro par vergadering.

De leden van het Comité bedoeld in artikel 7, § 1, eerste lid, 10°, ontvangen een vergoeding voor de reiskosten tussen hun woonplaats en de vergaderplaats. Deze vergoeding wordt toegekend overeenkomstig de geldende regelgeving voor de personeelsleden van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Het maximumbedrag van de vergoeding komt overeen met de prijs van een treinticket tweede klas.

Art. 8. § 1. Het Comité komt minstens twee keer per jaar samen op uitnodiging van zijn voorzitter. De bijeenroeping bevat de agenda.

§ 2. Het Comité kan slechts geldig beraadslagen indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is overeenkomstig de bepalingen voorzien in zijn huishoudelijk reglement.

§ 3. Bij ontstentenis van het vereiste quorum is het Comité ertoe gehouden een nieuwe vergadering te organiseren binnen een maand en ten minste 48 uur nadat de vorige vergadering heeft plaatsgevonden.

Tijdens deze nieuwe vergadering beraadslaagt het Comité geldig ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden.

§ 4. Het Comité brengt zijn adviezen uit bij consensus of, bij gebrek daaraan, bij gewone meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden.

§ 5. . In het kader van de opvolgingsopdracht van het plan bedoeld in artikel 4, beraadslagen enkel de leden bedoeld in artikel 7, § 1, eerste lid, 10°, overeenkomstig de bepalingen voorzien in zijn huishoudelijk reglement.

Art. 9. Het Comité stelt een huishoudelijk reglement op en deelt het mee aan de regering die het goedkeurt. Het huishoudelijk reglement bevat ten minste de volgende elementen :

1° de rol van het voorzitterschap ;

2° de rol van het secretariaat ;

3° de werkwijze ;

4° de nadere regels voor de beraadslaging in het kader van de opdracht van de opvolging van het plan bedoeld in artikel 4.

5° het minimum aantal jaarlijkse vergaderingen, dat niet minder dan twee per jaar mag zijn ;

6° de regels voorzien inzake volmacht aan een ander lid, met dien verstande dat elk lid niet meer dan één volmacht kunnen hebben;

7° de verplichting om tijdens elke vergadering notulen op te maken van de gevoerde discussies en conclusies;

8° de ethische regels, inclusief bepalingen met betrekking tot persoonlijke of functionele belangenconflicten.

Art. 10. Het Comité stuurt de regering een jaarlijks activiteitenverslag op met daarin de stand van de uitvoering van elke actie en maatregel die in het plan is opgenomen.

Het Comité publiceert elk jaarlijks activiteitenverslag op de institutionele website van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK IV. - *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 11. In afwijking van artikel 3, § 1, stelt de regering, uiterlijk twee jaar na de verkiezing van haar leden door het Parlement, het eerste plan op en keurt het goed.

Art. 12. In afwijking van artikel 4, tweede lid, stelt het Comité ten laatste twee jaar na aanneming van het betrokken plan door de regering het tussentijds opvolgings- en effectrapport van het eerste plan op.

Art. 13. In afwijking van artikel 4, vierde lid, stelt het Comité het definitieve opvolgings- en effectrapport van het eerste plan op en dit, ten laatste één jaar na de verkiezing van de nieuwe leden van de regering door het Parlement ten gevolge van een nieuwe installatie van het Parlement.

Art. 14. In afwijking van artikel 5, stelt de regering het eerste Comité in voor een beperkte periode op 31 december 2025.

Art. 15. In afwijking van artikel 6, 7°, brengt het Comité geen advies uit over het ontwerp van het eerste plan.

Art. 16. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 juli 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het Toezicht op
“ Wallonie-Bruxelles Enseignement”,

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 256-1. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 256-2.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 30 juni 2021.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/21396]

30 JUIN 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant un appel d’offre pour l’attribution d’une radiofréquence destinée à la diffusion d’un service sonore en mode analogique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 mars 2019 portant assentiment à l’accord de coopération du 31 août 2018 entre l’Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à la coordination des radiofréquences en matière de radiodiffusion dans la bande de fréquences 87,5-108 Mhz conformément à l’article 17 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;

Vu le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, articles 3.1.3-2, 3.1.3-3, 3.1.3-4, 8.2.1-1, 8.2.1-2, 8.2.1-6 et 8.2.1-7;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 février 2018 fixant une liste des radiofréquences attribuables pour la diffusion sonore en mode analogique par voie hertzienne terrestre;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 décembre 2018 fixant, pour la diffusion en mode analogique, la liste des radiofréquences assignables aux radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences assignables qui les composent;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 décembre 2018 fixant un appel d’offre global pour l’attribution de radiofréquences destinées à la diffusion de services sonores en mode analogique et en mode numérique;

Considérant que la radiofréquence Bruxelles 104.3 MHz de l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 février 2018 fixant une liste des radiofréquences attribuables pour la diffusion sonore en mode analogique par voie hertzienne terrestre destinées à des radios indépendantes n’a pas été insérée dans l’appel d’offre global publié au *Moniteur belge* le 15 janvier 2019; Qu’en effet, l’autorisation relative à cette radiofréquence n’était pas échu et qu’une échéance anticipative de celle-ci conformément à la réglementation en vigueur de l’époque n’était pas possible;

Considérant que l’autorisation de la radiofréquence Bruxelles 104.3 MHz arrive prochainement à échéance; Qu’il convient, dès lors, de procéder à sa (ré)attribution dans le cadre du présent appel d’offre;

Considérant que cet appel d’offre se fait dans la continuité de l’appel d’offre global; Qu’afin de maintenir une égalité de traitement avec les attributions qui sont faites par le Conseil supérieur de l’audiovisuel à la suite de l’appel d’offre global précité, la pondération des critères d’évaluation des dossiers de candidature qui avait fait l’objet d’un avis du Collège d’autorisation et de contrôle le 26 avril 2018 n’a pas été modifiée;

Considérant que l’assignation de Bruxelles 104.3 MHz est reprise en annexe 2 de l’accord de coopération du 31 août 2018 entre l’Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à la coordination des radiofréquences en matière de radiodiffusion dans la bande de fréquences 87,5-108 Mhz. Les caractéristiques techniques d’émission de la radiofréquence de Bruxelles 104.3 MHz sont en conséquence « gelées » conformément à l’article 2, § 3, de l’accord précité.

Sur proposition de la Ministre des Médias;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Est attribuable à une radio indépendante, la radiofréquence suivante :

Localisation	Freq [MHz]	Entrée en vigueur de l’autorisation au plus tôt le :
Bruxelles	104.3	2 février 2022